

Les anticapitalistes de Québec solidaire dans l'impasse

Rejeter le « front populaire »* Construire le « front uni »*

par Marc Bonhomme

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Le regroupement des anticapitalistes de Québec solidaire devient la dernière mode. Après Alternative socialiste, collectif de ce parti membre du Comité pour une internationale ouvrière ([Grève étudiante et élections québécoises 2012: La prochaine étape](#), 8/10/12), c'est à Gauche socialiste (Gs), autre collectif membre de la Quatrième Internationale, aussi d'origine trotskyste, d'y aller de sa proposition ([Regrouper la gauche écosocialiste de Québec solidaire](#), 23/10/12). Tous deux constatent, à divers degrés, une forte tendance sociale-libérale (voir *l'annexe 1* pour une explication de la terminologie) de Québec solidaire, particulièrement mise en évidence lors de la récente campagne électorale. Ce social-libéralisme imposerait un rassemblement qui n'aurait pas été nécessaire auparavant. Le premier le fait à partir de principalement l'analyse de la conjoncture du « printemps érable », y compris des dernières élections, le second à partir surtout de la conjoncture mondiale. Ce qui conduit Alternative socialiste à privilégier l'indépendantisme, mais sans lien évident avec son analyse, et Gs l'écosocialisme, mais sans en passer par la médiation de comprendre la réalité nationale. Personne n'essaie de décortiquer la petite histoire récente de la gauche politique québécoise, ce qui semblerait couler de source si le but est d'articuler la gauche anticapitaliste au sein de Québec solidaire. On y vérifierait l'absence de la lutte du courant anticapitaliste contre celui social-libéral dominant Québec solidaire et l'UFP auparavant. Voilà l'éléphant dans la pièce.

* « Front populaire » et « Front uni » sont expliqués dans le corps du texte

TABLE DES MATIÈRES	
Le PQ, néolibéral ou social-libéral ?	page 2
Un Québec solidaire social-libéral depuis le début, si ce n'est bien avant	page 3
Un « front populaire » piégé avec la direction sociale-libérale de Québec solidaire	page 7
D'un suicidaire « front uni » avec le PQ...	page 8
... à un nécessaire « front uni » avec la direction sociale-libérale de Québec solidaire	page 10
Au cœur du regroupement anticapitaliste : l'indépendance contre les banques	page 12
La méthode ACIDE	page 14
Gs ne rompt pas avec l'étapisme	page 16
Que faire ?	page 19
ANNEXES	
1. Néolibéralisme, social-libéralisme, antilibéralisme et <i>tutti quanti</i>	page 21
2. Françoise David n'avait rompu ni avec le néolibéralisme ni avec le fédéralisme	page 23
3. Amir Khadir : pour le syndicalisme, contre le libre-échange, pour l'indépendance ?	page 24

17 novembre 2012

Le PQ, néolibéral ou social-libéral ?

Le subterfuge de Gs a consisté jusqu'ici à prétendre que le PQ était le lieu du social-libéralisme québécois. En 2006, Gs parlait du « *social-libéralisme du PQ* » (S. Bouchard, J.P. Duchesneau et B. Rioux, [Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec Solidaire](#), INPRECOR, 03/04 2006). En 2012, c'était « *ce parti social-libéral dans l'opposition [qui] a adopté et mis en place des politiques néolibérales* » (B. Rioux, [Critique de l'appel du SPQ-libre...](#), Presse-toi-à-gauche, 5/06/12).

Jusqu'à la veille des élections, le discours oppositionnel du PQ n'avait rien de social-libéral que ce soit le refus d'André Boisclair, chef péquiste de novembre 2005 à mai 2007, de « *fédérer les insatisfaits* » au lendemain de l'adoption de la loi contre les syndicats du secteur public et parapublic en décembre 2005, de sa volonté de « *soulager le capital* » pour faire du Québec « *l'endroit au monde où le capital est le mieux accueilli* », jusqu'aux déclarations de Pauline Marois, comme chef du PQ dans l'opposition, pour la compétitivité fiscale des entreprises, pour des stimulants à l'investissement sous forme de crédit d'impôt, contre les "trois D" (Dette, déficit et dépenses sur tous les fronts), d'agir pour « *créer de la richesse* », tel que stipulé dans le programme, sans compter le leitmotiv de la « *gouvernance souverainiste* ».

Il faut avouer que la présence du social-libéral, aux accents antilibéraux, SPQ-libre dans le PQ, que la direction de ce parti a cessé de reconnaître comme collectif sans toutefois l'expulser, entretient la confusion jusqu'à ce qu'on n'en réalise l'extrême marginalité dans ce parti. Cette aberration s'explique en partie par les coups de gueule à gauche du national-populisme péquiste... si on oublie ceux à droite de la part de ce parti interclassiste. Plus stratégiquement, il s'appuie sur le très social-démocrate étapisme indépendantiste de SPQ-libre (l'indépendance d'abord, le socialisme ou Dieu sait quoi ensuite), stratégie qui reste très dominante dans la gauche sociale. La stérilité prolongée de cette stratégie amène, cependant, une bonne partie de la génération issue de l'altermondialisme à jeter aux poubelles la lutte pour l'indépendance découplée qu'elle paraît des grands enjeux sociaux.

Par déduction, et sans qu'il soit nécessaire de le démontrer et même de le dire, Québec solidaire en deviendrait un parti antilibéral. Il n'y aurait pas besoin de prendre la peine d'analyser sa réalité en termes de politiques réellement promues publiquement, de démocratie interne et de composition sociale de ses membres et de son électorat. L'antilibéralisme supposé de Québec solidaire en deviendrait un dogme idéologique qu'il serait tabou de remettre en question. Ce dogme permet d'associer Québec solidaire aux nouveaux partis, surgis au sein de l'Union européenne depuis l'an 2000, à la gauche des partis sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux.

Québec solidaire se démarque plutôt d'un PQ national-populiste qui a jeté aux poubelles depuis la défaite référendaire de 1980 sa tactique de « *préjugé favorable aux travailleurs* » et son parti-pris pour le développement coopératif. La soudaine émergence du néolibéralisme, marquée par l'élection des gouvernements Thatcher en Grande-Bretagne et Reagan aux ÉU, a fait rapidement du PQ un nouveau converti. En témoigne, en 1982, la coupure temporaire de 20% des salaires de tout le secteur public et la désindexation partielle de leurs retraites, qui a duré jusqu'en 1999, par le mythique gouvernement Lévesque-Parizeau. Pendant longtemps, aucun gouvernement de la confédération canadienne n'a osé aller jusque là. La pratique gouvernementale du PQ, tout comme son programme et son discours dans l'opposition ont été nettement néolibéraux depuis 1980.

C'est seulement à la veille des élections où momentanément le populisme, gauchiste ou droitiste tout dépendant de la conjoncture électorale, et la démagogie indépendantiste, pour répondre aux attaques des Libéraux, reprenaient le dessus. Certains invoqueront a contrario l'instauration, en 1997, des garderies à 5\$ et le renouvellement, en 1996, du gel des frais de scolarité. C'est plutôt reconnaître la force des mouvements des femmes et étudiant d'alors. Cette force se combinait, cependant, avec un interventionnisme étatique pour renforcer le néolibéralisme à la sauce nationaliste. Les garderies facilitent la participation des femmes au marché du travail (S. Grammond, [Les garderies à 7\\$ sont rentables pour le Québec](#), La Presse, 13/04/12) et contribuent à hausser le taux de natalité. Le bon marché relatif des frais de scolarité comble le retard

francophone eu égard à l'économie du savoir (P. Doray et A. Grosleau, [Droits de scolarité, gels et dégels : bref rappel historique](#), Le Devoir, 23/03/12).

Un Québec solidaire social-libéral depuis le début, si ce n'est bien avant

Contrairement à Alternative socialiste qui diagnostique que « *le discours de QS ne se distingue pas vraiment du libéralisme de gauche* » (voir sur mon site [Alternative socialiste a mille fois raisons](#), 14/10/12), Gs hésite encore à tirer cette conclusion tout comme il le faisait au moment de la fondation du parti en 2006.

Gs doit bien admettre que « *la démarcation d'avec le capitalisme vert reste encore approximative* », que « *...la seule stratégie reste une stratégie électorale* », qu'« *en dehors des organisations de campus et des comités femmes qui existent dans un nombre restreint des régions, [... il] n'y a pas de structures militantes liées aux mouvements sociaux...* » qu'« *Amir Khadir n'a pas hésité à rendre publique, comme proposition personnelle, la nécessité d'alliance tactique au niveau du partage des comités avec le Parti québécois* » malgré que « *le seul débat collectif (de congrès) a rejeté toute alliance (même tactique) avec les autres partis politiques* », que « *[I]e fait qu'il n'y a pas de reconnaissance d'un quelconque droit de tendance et le fait que les orientations alternatives ne sont pas nécessairement visibles montrent les limites de la démocratie dans les débats.* ». En clair, Québec solidaire est un parti réformiste, électoraliste et pas réellement démocratique, plutôt verticaliste. Sauf que la conclusion sociale-libérale n'est pas tirée.

Dès la fondation de Québec solidaire en 2006, trois dirigeants de Gs critiquaient en creux les tendances bien visibles dans la direction vers l'électoralisme, vers les alliances avec la petite-bourgeoisie nationaliste, vers la récupération des luttes populaires, le fédéralisme larvée, le bureaucratisme et le verticalisme en prescrivant qu' :

« Il faut faire la politique autrement et le nouveau parti de gauche doit chercher à permettre l'expression des luttes et de la résistance populaire dans le cours même des campagnes électorales.

« ...il faut écarter toute perspective de soutien au Parti québécois et concevoir l'unité qu'il faut construire non pas avec le bloc national dirigé par le PQ, mais comme une vaste alliance syndicale, populaire, féministe et de jeunes autour d'un programme d'urgence pour un Québec solidaire.

« ...le nouveau parti de gauche ne peut se contenter d'apporter son soutien solidaire aux luttes en cours. Il doit être partie prenante de la réévaluation de nos instruments de lutte, des stratégies, des politiques d'alliance et du programme...

« Il ne peut se contenter de présenter l'indépendance comme un simple moyen pour résoudre des questions sociales qui seraient les seuls véritables enjeux. [...] un parti de gauche doit savoir offrir un débouché politique à la lutte nationale.

« ...[il] doit se préoccuper de sa composition sociale, éviter d'être le véhicule de la formation d'une nouvelle élite politique, fut-elle de gauche...

« Il doit également créer une vie interne qui bannit les comportements patriarcaux et permet la démocratie la plus large par le respect concret du pluralisme. »

(Sébastien Bouchard, Jean-Pierre Duchesneau et Bernard Rioux, [Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec Solidaire](#), INPRECOR, mars-avril 2006)

On pouvait déjà diagnostiquer la naissance d'un parti social-démocrate en voie de social-libéralisation sous réserve de son dynamisme de jeune parti de la nébuleuse altermondialiste qui le rendait perméable à un rebondissement de la lutte sociale... en autant que la gauche anticapitaliste y combatte le courant sociale-libérale. Le danger social-libéral présent dès la fondation de Québec solidaire était un héritage des deux organisations politiques qui avaient fusionné pour donner naissance au nouveau parti, soit Option citoyenne et l'Union des forces progressistes (UFP).

Option citoyenne émanait de l'organisation « D'abord solidaire », un rassemblement de personnalités, qui, lors de l'élection de 2003, appelait à battre l'ADQ, alors force montante ultra-droitiste. Cet appel signifiait nécessairement voter pour le PQ sortant, que justement la majorité de la population voulait sortir du pouvoir tant avaient été drastiques ses politiques néolibérales depuis 1994, et même voter pour les Libéraux si c'était la seule façon de battre l'ADQ. Suite à cette élection ayant porté les Libéraux au gouvernement, l'aile partidaire de « D'abord solidaire » a formé Option citoyenne sous la direction de Françoise David. Cette aile trouve ses racines dans

l'insultant 10¢ de hausse du salaire minimum comme réponse du gouvernement péquiste au volet québécois de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

Cette Marche avait énormément popularisé la revendication d'une hausse du salaire minimum à 8.50\$ l'heure. Cette revendication avait la qualité d'être d'abord simple, concrète et immédiatement compréhensible. Elle était aussi très rassembleuse car elle ralliait à la fois les femmes, les couches pauvres du prolétariat généralement non syndiquées mais très présentes dans les groupes populaires et le mouvement syndical pour lequel le salaire minimum est un salaire plancher pour ses propres revendications salariales. *Last but not least*, elle était nettement antilibérale car elle était complètement inacceptable dans un cadre de libre-échange, ce dont les dirigeantes de la Marche n'étaient pas tout à fait conscientes parce que soi-disant une grande partie des bas salariées sont employées dans les services non exportables... comme si l'économie n'était pas un vaste vase communicant.

Nul doute que c'est cette dernière caractéristique qui explique l'intransigeance d'alors du gouvernement péquiste malgré l'immense popularité de cette revendication. N'ayant pas compris la raison du refus du PQ, la direction de la Marche en conclura que le problème était essentiellement le sexisme et le mépris des pauvres du PQ, partagés bien sûr par les autres partis parlementaires. Les dirigeantes de la Marche en déduirent l'abandon de la rue pour former un parti féministe et anti-pauvreté... une fois passé le danger ultra-droitiste de l'ADQ lors de l'élection de 2003. (Que l'ADQ ait été encore plus menaçant lors de l'élection de 2007, et la CAQ, héritière de l'ADQ, lors de celle de 2012, y est pour beaucoup pour expliquer la main tendue au PQ « *pour défaire la droite* » dixit Amir Khadir.)

Une lecture antilibérale n'aurait pas infirmé cette conclusion mais aurait conduit à donner la priorité au renforcement du rapport de forces « dans la rue » dans le cadre duquel le parti aurait été construit. Le mouvement des femmes et ses alliés syndicaux abandonnèrent rapidement le terrain des luttes sociales, ce qui ne fut pas sans conséquence sur l'impact du mouvement féministe dans la société québécoise lequel était considérable depuis la « Marche du pain et des roses » de 1995. Les conditions avaient pourtant été créées pour un front large objectivement antilibéral. On lui substitua un long processus pour créer une organisation de facto électoraliste. Option citoyenne se fonda finalement sur la base d'un faux constat d'échec de la rue.

Quant à l'UFP, elle trouvait sa source dans « *l'esprit de Mercier* » résultant de l'élection partielle dans ce comté le plus à gauche du Québec laquelle coïncidait avec l'imposante mobilisation anti-ZLÉA lors du Sommet des Amériques en avril 2001 à Québec. Lors de la fondation de l'UFP en juin 2002, ce mouvement par en bas empêcha la bureaucratie syndicale de gauche à la tête du RAP/PCQ de prendre la direction du parti. Le RAP/PCQ était une composante fondatrice de l'UFP regroupement les déçus du PQ, rassemblés par les dirigeants de l'Aut'Journal qui plus tard fondèrent le SPQ-libre, et les néo-staliniens qui plus tard scissionnèrent sur la question de l'indépendance.

Les uns et les autres voulaient ajuster l'orientation de la future UFP au gabarit des directions syndicales. La coalition RAP/PCQ proposait un parti-coalition sur la base d'une plate-forme sociale-libérale refusant le rejet de la ZLÉA et la sortie de l'ALÉNA et même de l'OTAN, ignorant l'équité salariale et toute politique éco-énergétique et « oubliant » l'indépendance du Québec. Ma critique de cette plate-forme au sein de Gs fut qualifiée de « torchon » (Mon site, [Le projet de plate-forme du RAP/PCQ](#), 30/04/02).

Il fallut quelques mois à cette bureaucratie pour damer le pion au groupe de jeunes anticapitalistes que le congrès de fondation avait élu au sein de la direction puis un peu plus de temps pour partiellement social-libéraliser le programme lequel fut jeté aux orties, sans même qu'il ne soit une référence, au moment de la fusion avec Option citoyenne pour former Québec solidaire en 2006. Ce groupe de jeunes anticapitalistes s'appuyait sur l'autre composante, celle-là antilibérale, le Parti de la démocratie socialiste (PDS), ex NPD-Québec qui avait rompu avec son parti père en devenant indépendantiste sous la direction de Paul Rose, un des responsables de l'ex FLQ lors des événements d'octobre 70.

Cette rupture indépendantiste du NPD-Québec, suivie de celle avec le social-libéralisme, dans la première moitié des années 90, cristallisait une orientation indépendantiste de gauche dite « *Un Québec libre pour tout le monde* ». C'est au cours de cette mue que Gs se joignit au NPD-Québec à l'invitation de sa direction. Cette transformation du NPD-Québec en PDS marqua le point de départ de la séquence qui allait donner naissance à Québec solidaire mais au prix de la liquidation de l'orientation originale. La tâche des anticapitalistes d'aujourd'hui n'est-elle pas, dans une logique dialectique de négation de la négation, d'en revenir à une indépendance anticapitaliste sur la base d'un parti de masse ?

Le PDS, cependant, renonça sans débat, lors de la fondation de l'UFP, aux quelques éléments anticapitalistes de son programme tel le gel du service de la dette publique, l'annulation de la dette du tiers monde et la semaine des 32 heures, etc. (Mon site, [Programme du PDS](#), 1996). Gs opta pour critiquer la proposition de plate-forme antilibérale du PDS, mais pas du tout pour avoir laissé tomber tout anticapitalisme, et de rester silencieux sur le projet de plate-forme sociale-libérale du RAP/PCQ. À ma forte insistance, cette critique ne fut pas publiée. Ce fut mon chant du cygne dans Gs.

La suite des choses a été une progressive électoralisation et verticalisation de l'UFP. D'abord on a tendu la main au PQ, sans succès, pour un mini partage de comtés lors de l'élection de 2003. Ensuite ce fut la mise sur pied d'un « comité politique » anti-statutaire relevant de l'exécutif national qui s'est emparé de la plate-forme pour lui enlever son caractère acéré, entre autre pour supprimer la revendication d'un réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ pour combler le déficit social, symbole concret d'une réforme fiscale et budgétaire antilibérale. Ainsi la direction de l'UFP se pliait-elle à la demande de la direction d'Option citoyenne, en cours de formation, laquelle en faisait une condition avant d'entamer toute discussion de fusion.

Cette inflexion vers le social-libéralisme, qui se produisit en grande partie au congrès de juin 2004, se conjuga avec une entrée en trombe du verticalisme de la direction du parti qui, pour la première fois, sanctionna d'avance les propositions les plus porteuses de la base pour lui substituer les siennes. Par après, pour éviter une méthode aussi abrupte, on fit en sorte que le départ du processus se fit par le haut et non plus par le bas, de sorte à placer la base en mode réactif. Le processus programmatique de Québec solidaire introduisit plus tard la subtilité des « cercles citoyens » consultatifs comme étape intermédiaire.

Astucieusement, la direction de l'UFP avait auparavant laissé dégénérer le processus de démocratie réelle, où la base gardait l'initiative dans le mouvement de va-et-vient avec la direction, en *free-for-all* qui donnait le même statut aux propositions individuelles improvisées sur le plancher qu'aux propositions et amendements des instances locales du cahier de propositions. Comme le programme en devenait quelque peu chaotique et quelque fois incohérent, la majorité des membres accueillirent favorablement la discipline verticaliste.

Vint ensuite le refus de la direction, malgré un vote en ce sens par le « Conseil de l'Union » de septembre 2004, de construire une campagne d'éducation en faveur d'une grève générale privée-publique, que la mobilisation du secteur public de l'automne 2003 à décembre 2005, et la sympathie du secteur privé, rendait pertinente. Idem pour la construction de comités syndical/populaire et internationaliste au sein du parti. Ce fut d'ailleurs là le chant du cygne de la tendance antilibérale comme tendance capable de remporter des victoires significatives à l'interne. *Last but not least*, suivit en 2004-2005 le processus verticaliste de fusion avec Option citoyenne comme la direction du RAP/PCQ aurait voulu le faire pour fonder l'UFP en 2002 alors que le PDS et les comités locaux avaient réussi à imposer un processus privilégiant l'initiative de la base. La boucle était bouclée, l'épisode antilibéral était clos.

Québec solidaire a bien reçu son élan initial d'une montée des luttes, respectivement la Marche des femmes pour Option citoyenne et la lutte anti-ZLÉA pour l'UFP. Puis chaque organisation s'est consolidée en abandonnant le terrain des luttes, respectivement celle potentielle pour la hausse du salaire minimum et celle très réelle et cruciale du secteur public et para-public de l'automne 2003

jusqu'à sa défaite sans riposte par la loi spéciale des Libéraux en décembre 2005. Finalement, le nouveau parti s'est fondé en février 2006 sur un fond d'air de défaite sans combat du mouvement syndical dont il est la réponse électoraliste.

Dès le départ, la direction nationale invita les membres à se concentrer uniquement sur l'organisation et à laisser tomber les « grandes idées » :

« ...il est socialement beaucoup plus gratifiant de se mobiliser pour discuter de grandes idées, que de travailler modestement à construire une association locale bien structurée et bien financée [...] Il nous faut donc] penser en termes de projet gouvernemental immédiatement réalisable dans le cadre actuel c'est-à-dire provincial et néolibéral [...] durant les 1000 premiers jours d'un gouvernement solidaire. [...] Gérer ? Oui. Il faut déjà commencer à entrouvrir cette porte en faisant notre petite révolution. »
(Document du Comité de coordination nationale pour le Conseil national de mai 2006)

Tout est dit dans cet aveu de capitulation au social-libéralisme quoique jamais plus par la suite la direction n'aura recours à des formulations aussi limpides, et imprudentes pour pouvoir illusionner une base majoritairement antilibérale et partiellement anticapitaliste. Ces formulations étaient tout à fait conformes aux conceptions politiques de ses deux porte-parole vedettes, aujourd'hui les seuls deux députés du parti (voir *annexes 1 et 2*). On préférera plutôt rédiger un « *manifeste du premier mai* », en 2009, pour soi-disant « *dépasser le capitalisme* »... et en mettre plein la vue jusqu'à ce qu'on y constate la platitude sociale-libérale des réellement existantes revendications entre les grands élans idéologiques et les vœux pieux. Quant aux aspérités trop antilibérales du programme puis de la plate-forme qui avaient réussi à passer à travers les Fourches caudines d'un processus alambiqué de tamisage, il n'en restait plus rien rendu à l'étape des slogans électoraux et du discours électoral des porte-parole au point que le départage par rapport au discours électoral du PQ en devenait pénible (Marc Bonhomme, [Élections québécoises 2012](#), ESSF, 18/08/12).

Un « front populaire » piégé avec la direction sociale-libérale de Québec solidaire

De facto, Québec solidaire a été fondé comme un parti-coalition autour de deux porte-parole déjà des vedettes médiatiques, lors d'un congrès de fondation très nombreux (mille personnes), sans délégation, sans programme et sans même une présentation des candidatures à la coordination :

« Québec solidaire est le produit d'une fusion d'organisations regroupant des militantEs partageant des orientations relativement hétérogènes. La meilleure illustration de ce fait est que la déclaration de principes de Québec solidaire est un texte portant sur les valeurs devant guider l'action du Parti. [...] Pour maintenir l'unité de Québec, solidaire, rien n'illustre plus l'expression de parti processus que le mode de construction de son programme. Commencé en 2006, en 2012, il reste sans doute des années de travail, pour faire le tour des questions devant être abordées. [...] ...les analyses de la situation n'ont pas réellement été discutées pour adoption... »

Quelle fut la tactique de Gauche socialiste au sein de Québec solidaire afin de faire progresser l'anticapitalisme ?

« L'unitarisme a été essentiel au regroupement et à la création de Québec solidaire. Cet unitarisme a permis de rassembler la majorité de la gauche politique et sociale qui trouvait nécessaire de se démarquer du Parti québécois et de critiquer ses politiques. Mais si cet unitarisme se contente d'un discours consensuel, il risque d'être de plus en plus général, et incapable d'identifier clairement les forces qui s'opposent à ses propositions, faisant en fait disparaître toute une série de lignes de démarcation et restera incapable de tracer des perspectives claires face aux offensives de la bourgeoisie. »

Sous prétexte de la seule démarcation face au PQ, Gs a tu toute divergence avec le courant dominant social-libéral, porté par la direction et en particulier par les porte-parole, sauf quand le bras tendu vers le PQ dépassait trop. Faute d'une opposition anticapitaliste organisée autre que silencieuse, sauf de rares coups de gueule, en a résulté un prévisible renforcement du social-libéralisme qui pouvait foncer droit devant sans rencontrer aucun obstacle si ce n'est une résistance passive par une base militante plutôt antilibérale. En contrepartie, Gs est devenu presque invisible, du moins dans le grand Montréal où se concentre la réalité nationale, quitte à rationaliser ce recul sous prétexte que « *GS priorise la construction d'un parti de gauche de masse, mais limite sa propre construction.* » (Inprecor, [paragraphe Canada-Québec](#)). Cette tactique dite « unitariste » trouve ses racines, au point d'en être un copie-coller, dans la stratégie catastrophique du « socialisme réellement existant » du XX^{ie} siècle, celle du « Front populaire ».

Le trait essentiel du Front populaire est l'unité avec la bourgeoisie dite « progressiste » de sorte à faire l'unité du camp dit « progressiste ». Pour y arriver, la gauche doit renoncer à son programme anticapitaliste et même démocratique radicale capable d'engendrer une dynamique débordant vers l'anticapitalisme. L'attrait du Front populaire est l'apparent bon sens de sa stratégie d'unir le plus grand front possible autour d'un commun dénominateur qui est, d'un point de vue de gauche, le plus petit possible puisqu'on veut y inclure la bourgeoisie dite « progressiste ». C'est cet abandon des revendications populaires, reportées à une étape ultérieure (l'étapisme), et le découragement de l'action directe allant dans ce sens, qui expliquent l'échec de la stratégie du Front populaire. Ainsi sont démobilisées les bases même de ce Front en faveur d'un appui hésitant de la bourgeoisie dite « progressiste » qui lâchera le Front dès que le danger d'un débordement révolutionnaire est passé.

Les accords de Matignon en France (1936), la liquidation des comités de base et la répression des occupations d'usines en Espagne (1936-37), le rejet des « cordons industrielles » au Chili (1972-73), faites par les gouvernements de Front populaire ont arrêté les montées révolutionnaires. Ce faisant, ils ont sapé la raison d'être même du Front populaire soit la victoire contre le fascisme, le militarisme et l'impérialisme. En ont résulté les régimes Pétain-Laval, Franco et Pinochet. Au Québec, sans parti social-démocrate de masse, la forme de l'alliance stratégique Front populaire depuis une génération a été, et reste encore malgré son sérieux affaiblissement, la coalition des centrales syndicales avec le PQ et le Bloc québécois. L'alliance de Gs avec la direction sociale-libérale, comme tactique de construction d'un Québec solidaire anticapitaliste, n'est qu'une transposition à l'interne de cette stratégie conduisant au même cul-de-sac, ce qu'aujourd'hui Gs ne

peut que constater. Ce constat, cependant, s'accompagne d'une justification de sa tactique passée qui serait devenue désuète, ce qui présage d'une solution qui « changera tout sans rien changer ».

D'un suicidaire « front uni » avec le PQ...

Le jeune Parti communiste chinois (PCC), sous les conseils du Parti communiste soviétique en voie de stalinisation, avait commis la même erreur tragique, ce dont ont résulté les massacres de 1926-27. Suite à l'invasion japonaise, Moscou renouvela ses pressions sur le PCC pour l'inviter à recommencer l'expérience du Front populaire avec le gouvernement du Guomindang contre l'envahisseur, ce qui correspondait à l'intérêt national russe qui voulait se faire un allié du gouvernement chinois quitte à sacrifier la révolution chinoise. Tirant les leçons de la tragédie des années 20, le PCC, non sans hésitations coûteuses et sans pieux mensonges pour ne pas rompre avec Staline, combina dialectiquement alliance avec le Guomindang contre le Japon et lutte contre le Guomindang pour préserver son autonomie tant militaire que politique :

« Le tout jeune PC s'est rapidement développé alors qu'il était entré dans le parti de Sun Yat-sen (une politique nommée « front uni de l'intérieur »), mais – sous pression de Moscou –, il n'a pas repris son indépendance organisationnelle quand Tchang Kai-Chek, après la mort de Sun, se préparait à écraser le mouvement ouvrier, alors que la guerre nationaliste laissait place à la seule guerre civile. D'allié, le Guomindang devenait brutalement l'adversaire principal. Il l'est resté pendant une décennie.

« L'invasion japonaise a reposé la question d'un front uni PCC-Guomindang, tant était forte au sein de la population l'aspiration à l'unité dans la défense de la nation. Mais les deux protagonistes savaient que sous l'unité nationale, la guerre civile couvait, débouchant parfois sur de sanglantes batailles entre les armées de Tchang Kai-Chek et les Rouges. De ce fait, la défaite de Tokyo, en 1945, a ouvert la voie à la reprise de la guerre civile, emportée en trois ans (1946-1949) par le Parti communiste. »

(Pierre Rousset, [La Chine du XXe siècle – Un bilan critique du maoïsme dans la révolution : contribution et limites](#), ESSF, 7/10/12)

Cette stratégie dite de « front uni » reste une condition nécessaire, mais non suffisante comme l'a démontré la subséquente dégénérescence capitaliste bureaucratique et répressive du PCC, pour marcher sur le fil de rasoir entre mobilisation sociale sur une base anticapitaliste et mobilisation d'une large force de droite contre un ennemi commun. Un « front uni » de Québec solidaire avec le PQ serait-il justifié ? D'abord il n'aurait rien à voir avec l'actuelle main tendue de Québec solidaire qui met sous le tapis le noyau dur antilibéral de sa plate-forme pour plaire au marié, ce qui ressort plutôt d'une stratégie « front populaire ». Ensuite il suppose que la lutte pour l'indépendance est l'axe stratégique vers un Québec (et un Canada) anticapitaliste.

L'indépendance nationale du Québec est en effet le seul enjeu que ne maîtrise pas la bourgeoisie canadienne parfaitement en contrôle pour l'instant de la question ouvrière et populaire, de la question du genre et des autres questions nationales. On n'a qu'à constater l'hystérie patronale et anglophone contre le PQ, et la tentative d'assassinat de la nouvelle Première ministre par un homme d'affaire anglophone. Cette hystérie ne s'est que quelque peu calmée que quand le PQ eut montré patte blanche et que, sans doute, la bourgeoisie canadienne eut réalisé que tant d'énerverment contre un gouvernement minoritaire sans réelle volonté indépendantiste signale trop clairement son propre tendon d'Achille. Même *The Economist*, hebdomadaire par excellence du capital financier mondial, accorda toute une page, très commentée sur son site web, à la victoire pourtant toute relative du PQ (« [The separatists are back](#) », 8/09/12).

Si le Québec était envahi et occupé par l'armée canadienne, ce qui n'a rien d'une hypothèse farfelue comme l'ont démontré les événements d'octobre 1970 et même, indirectement, la crise d'Oka de l'été 1990, un tel front uni serait certes à l'ordre du jour. Le serait-il pour moins que cet extrême ? On note que l'avènement du gouvernement Conservateur à Ottawa correspond à une substitution structurelle, pour des raisons tant démographiques qu'économiques, de l'axe financier-manufacturier Toronto-Montréal, le honni « Canada central » de l'Ouest canadien, par un axe financier-pétrolier Toronto-Calgary que l'on pourrait qualifier de « Canada R³ » (rentier, réactionnaire et répressif). Ce pourrait-il que son corollaire de *Quebec bashing* paroxystique crée une situation nouvelle commandant un front uni anti-Canada ? On pourrait certainement envisager une politique d'asphyxie financière et économique du Québec, assaisonnée d'une sauce forte de conservatisme moral et social et bien salée de répression, franchissant un certain seuil à déterminer politiquement, qui justifierait un bouleversement des alliances. On n'en est pas là malgré moult signaux pointant dans cette direction.

Encore faudrait-il que le PQ rompe avec la politique d'*albertisation* du Québec, dite Plan Nord, instaurée par l'ancien gouvernement Libéral. Malgré les bravades initiales de la donquichottesque ministre des Ressources naturelles péquiste et quelques velléités mort-nées de réformettes fiscales à la Obama ou à la Hollande, le chat est finalement sorti du sac lors du discours du trône : ce sera plus que jamais le pétrole et le développement minier pimenté d'équilibre budgétaire à court terme. Que les deux députés de Québec solidaire se soient abstenus lors du vote de confiance en rapport à ce discours, et aient été à deux doigts de l'approuver n'eut été d'une provocation du ministre de la santé, en dit long sur l'alliance de facto avec le PQ (Robert Dutrisac, [Les troupes de Marois survivent à un premier vote de confiance](#), Le Devoir, 15/11/12).

Le PQ, avec sa politique du « déficit zéro » entre 1994 et 2003, renouvelée dès la prochaine année fiscale 2013-2014, avait fait sienne à 100% la politique du gouvernement Chrétien-Martin des Libéraux fédéraux d'alors. Jadis il copiait-collait la politique des coupures drastiques des Libéraux fédéraux, politique qu'il prolongera cette fois sous la forme atténuée de la réduction, en termes réels, des dépenses publiques, ce que les Libéraux provinciaux de Jean Charest n'avaient pas osé faire. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement péquiste copie la politique du « tout pour le pétrole et les mines » du gouvernement Conservateur.

Pour combler la mesure, il ne sera nullement question de rupture avec le Canada dans le prochain mandat. La « non politique » du référendum une fois réunies les « conditions gagnantes » aurait été la même si le gouvernement avait été majoritaire. Exit le « référendum d'initiative populaire » que la base militante indépendantiste du parti avait momentanément imposé à la chef lors du psychodrame de 2011, lequel référendum ouvrait une brèche à la rue.

Quant à favoriser un mouvement de libération pour un Québec indépendant de la Cour suprême et des banques, de sorte à avoir la capacité politique de refranciser Montréal et celle, en plus des moyens financiers, d'une politique de plein emploi écologique, c'est oublié que le PQ est né de la fesse nationaliste des Libéraux pour couper court à un mouvement semblable qui a balayé le Québec de 1966 à 1976. L'héritage réellement existant de René Lévesque, dont on commémore ces jours-ci le 25^{ie} anniversaire de la mort, c'est d'avoir créé cet outil politique qui a réussi à *électoratiser* le libérateur soulèvement national des années 60 tout en devenant, comme personne, le sympathique et sans prétention symbole de l'impuissante tergiversation de tout un peuple.

... à un nécessaire « front uni » avec la direction sociale-libérale de Québec solidaire

En autant qu'elle ne se transforme pas en logique « front populaire » mais en « front uni », l'adhésion des anticapitalistes à Québec solidaire relève de deux logiques complémentaires. Cette adhésion était et reste la tactique la plus susceptible de mener à une « *brèche socialiste* », pour reprendre le titre du bulletin du PDS puis brièvement de la tendance « Démocratie socialiste » (DS) au sein de l'UFP. À la fondation de l'UFP, il revint à Gs de rompre à la sauvette, sans aucun débat préalable, son alliance avec les indépendantistes antilibéraux dont DS était la concrétisation. DS, non sans hésitation il est vrai due à des divergences internes, proposait une tactique de « front uni » tant par son humble bulletin que par de modestes interventions critiques au sein des instances. C'en était trop pour Gs qui voulait s'en tenir à une tactique relevant d'une logique « front populaire ».

D'où la rupture avec DS, et un peu plus tard, mon expulsion de Gs sous de faux prétextes — quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage — en violation de mes droits démocratiques les plus élémentaires très explicites dans les statuts (vote d'expulsion en mon absence et sans notification écrite ou verbale, aucun comité d'enquête, aucun droit d'appel). Mon application subséquente d'une tactique « front uni » sur une base individuelle au sein de l'UFP puis de Québec solidaire m'a bien sûr terriblement vulnérabilisé. Heureusement, j'eus quand même droit à plus d'égards démocratiques suite à la tentative de la direction de Québec solidaire de m'expulser. Le comité d'appel, car il y en eut un, dut constater qu'« *il en [allait] de l'intégrité du parti de respecter les principes de justice naturelle [...] de façon à protéger les membres contre des décisions arbitraires* ». La direction du parti, cependant, ne s'est jamais expliquée auprès des membres de ce grave manquement à la démocratie et à la « justice naturelle » ni se s'est excusé auprès de moi. Cette affaire sert encore de munitions à mes contradicteurs pour m'infliger des blâmes.

La direction aura préféré codifier en pire — le droit d'appel n'est plus automatique en cas de suspension ou d'expulsion — dans une « *politique de gestion des conflits* » le droit de n'importe quel membre individuel, sans même en passer par une instance statutaire, d'entamer une procédure interne contre n'importe quel autre membre pour la seule et unique raison ce membre « *discrédite[rait] le parti* » sans plus de précision. En plus, ce membre accusé pourrait devoir se retirer du parti durant les procédures sans même être entendu. Pour obtenir un vote unanime au Conseil national de juin 2010, la présidente-porte-parole y est allée d'une pesante intervention insistant démagogiquement sur la question des femmes de sorte qu'aucun-e délégué-e n'a osé demander le vote, y compris ceux et celles membres de Gs. Personne n'a relevé que cette politique pourrait contredire le « pluralisme » de l'article 2 des statuts ou le droit à la dissidence de son article 4. Cependant, jusqu'ici et malgré trois tentatives — une quatrième tentative sera faite au Conseil national de la fin novembre — tous la presque dizaine de postes nécessaires à l'implantation de cette lourde structure disciplinaire sont restés vides. Personne n'a voulu être le garde-chiourme de la direction nationale.

La raison majeure pour les anticapitalistes d'adhérer à Québec solidaire reste leur contribution à la construction d'un parti de masse potentiellement antilibéral ayant une dynamique anticapitaliste. Le grand risque de ce pari c'est le dérapage vers la consolidation d'un parti social-libéral de masse comme il en existe dans la majorité des États ou des demi États, tel le NPD au Canada. D'aucun pourrait penser qu'au Québec la consolidation d'un tel parti social-libéral — où il n'en existait pas étant donné que l'intensité de l'oppression nationale lui avait substitué un parti de type national-populiste — jusqu'à devenir un parti de l'alternance, serait un pas en avant, ce qui justifierait une tactique à logique « front populaire » en son sein. C'est ignoré qu'

« [a]près 25 ans (1982-2007), la période néolibérale connaît une rupture profonde amorcée par la grande récession de 2008 [...] marquée par des atteintes graves aux écosystèmes... [...] Nous assistons à la mise en place d'une politique d'austérité permanente... [...] Cette offensive contre les salariéEs ne vient pas seulement des partis conservateurs même si la droite en général approfondit les attaques en question. Lorsqu'ils sont au pouvoir, les partis traditionnels de la social-démocratie (ou nationaliste bourgeois comme le PQ) adoptent des politiques d'austérité comme seule et unique voie de sortie de la crise... »

Contribuer à créer un parti social-libéral de masse, c'est renforcer l'ennemi bourgeois, lui donner un puissant moyen supplémentaire de subjuguier le prolétariat et le peuple québécois. À l'offre politique statu quo néolibéral des Libéraux, à celle néolibérale radicale de la CAQ, à celle nationale-populiste du PQ s'ajouteraient celle tendanciellement sociale-libérale-nationaliste de Québec solidaire et peut-être, à terme, celle sociale-libérale-fédéraliste d'une résurrection d'un NPD-Québec que pour l'instant le NPD fédéral a mis sur la glace malgré la « vague orange » de l'élection fédérale de 2011 qui a balayé le Québec. Les obstacles pour parvenir à la conscience anticapitaliste, qui au Québec est aussi une conscience indépendantiste si elle a un fondement politique et non seulement idéologique, en seraient multipliés.

Certains diront que l'étape sociale-libérale, dans l'une ou l'autre de ses versions ou les deux à la fois, est un passage obligé de la prise de conscience anticapitaliste. Jadis, les mencheviques russes prétendaient que l'édification d'une Russie bourgeoise, sans aristocratie, était un passage obligé vers le socialisme d'où leur opposition à la révolution et leur participation à un gouvernement va-t'en-guerre et opposé à la saisie des terres par le paysannat. Beaucoup à gauche, qui nient ou minimisent la contre-révolution stalinienne, le pensent encore... et restent des partisans, malgré tout, de la logique « front populaire ».

Une autre raison, en creux, d'adhérer à Québec solidaire est l'alternative de ne pas y adhérer, soit le désert politique du petit groupe de propagande, chaud et confortable n'en doutons pas, mais à efficacité politique quasi nulle sans toutefois nier sa possibilité d'une contribution pertinente à la lutte de la société civile pour des réformes et/ou aux débats théoriques. Rare sont les pays où existent de petits partis de masse carrément anticapitalistes capables de marquer un tant soit peu le paysage politique. Le Nouveau parti anticapitaliste de France le demeure malgré une drastique saignée de membres suite à une profonde crise déclenchée par l'apparition d'un parti frontiste paraissant antilibéral mais qui persiste à jouer au chat et à la souris avec le social-libéral Parti socialiste au pouvoir. Affaiblir un tel parti en le quittant pour adhérer au Front de gauche comme l'on fait certaines tendances organisées du NPA me paraît céder à la pression de l'électoratisme qui avait gangrené le NPA.

Toutefois, en l'absence d'un parti anticapitaliste le moins visible, l'adhésion à un parti à potentiel antilibéral, dut-il être à dominance sociale-libérale, demeure la seule option viable à condition d'être prêt à vivre l'inconfort du « front uni » et de ne pas s'abandonner au facile « front populaire ». Ce relatif inconfort reste de loin préférable au cul-de-sac que vivent les anticapitalistes du Canada anglais, coincés entre une adhésion *desperada* au NPD et de petits rassemblements mi-chair mi-poisson, tel le *Greater Toronto Workers' Assembly*, qui sont ni parti ni organisation populaire ou syndicale. Il y a pire encore, soit le sort des anticapitalistes états-uniens qui n'ont même pas ce choix. Leur impuissance lors de la campagne électorale qui vient de se conclure, même à ne pas pouvoir influencer la marge laissée au Verts heureusement fort progressistes aux ÉU, était à faire pleurer.

Au cœur du regroupement anticapitaliste : l'indépendance contre les banques

Sans aucun bilan de sa tactique de construction dans l'UFP puis dans Québec solidaire, sans aucun bilan non plus du « printemps érable » comme l'a fait Alternative socialiste, Gs propose tout de go un rassemblement « écosocialiste », notion pas du tout départagée du « capitalisme vert » ni non plus du « vieux socialisme » dans le texte de Gs. Cela ressemble à un raccourci idéologique. Pourtant, selon Gs,

« [c]e travail d'autoconstruction [de la gauche anticapitaliste dans Québec solidaire] ne doit pas être axé sur ses dimensions idéologiques (le socialisme que nous voulons) mais principalement sur ces dimensions stratégiques (les combats politiques les plus essentiels à mener, les modes de liaison aux mouvements sociaux... »

S'il faut s'appuyer sur des « dimensions stratégiques » qui ont à maintes reprises fait débat au sein de Québec solidaire et de ses prédécesseurs, des débats en plus d'une grande intensité, c'est bien ceux de l'indépendance nationale et de la stratégie pour y arriver. Il n'est pas exact que « les stratégies [...] ont été exclues de toute discussion. » C'est vrai pour le capitalisme et ses alternatives, dont l'écosocialisme est celle le plus à la mode. Mais c'est complètement faux pour l'indépendance et ses suites. L'indépendance nationale du Québec, et son corollaire les droits à l'autodétermination et territoriaux autochtones et inuit, sont pour la gauche politique québécoise les grandes questions stratégiques qui fâchent. Poser le problème d'une stratégie québécoise (et canadienne) anticapitaliste sans l'inscrire dans le « canal historique » de la libération nationale et sociale du peuple québécois, en ratatinant l'indépendance à une affaire constitutionnelle et linguistique comme le fait Québec solidaire et l'UFP auparavant (sans compter sa liquidation par Option citoyenne jusqu'à l'avant-veille de sa dissolution), c'est se condamner à des débats académiques sur l'écosocialisme juste bons pour des discours du dimanche et de beaux colloques.

La direction de Québec solidaire, malgré tout son ascendant sur le parti, n'a pas pu éviter le débat crucial sur l'indépendance. Elle a su, cependant, reconstruire le sacro-saint consensus, au prix de quelques départs fracassants il est vrai, par une position, pour reprendre l'expression du député-porte-parole Amir Khadir, de « l'indépendance si nécessaire mais pas nécessairement ». Québec solidaire propose une Assemblée constituante comme une bulle institutionnelle entre gens bien élevés pesant sereinement les pour et les contre du Canada — le parti y défendra l'indépendance nous dit-on — sans intervention fédéraliste à la hussarde et sans que cette assemblée constituante soit la crête de la vague d'un grand mouvement de libération nationale et sociale. On reconnaît dans cette éthérée utopie citoyenne l'affirmation de Françoise David lors du débat des chefs de la dernière campagne électorale : Québec solidaire est le parti des 99% mais il n'est pas nécessairement contre le 1% ! La lutte de classe, vous connaissez ?

Gs, dans son document de 15 pages, réduit à quatre lignes ses considérations sur la question nationale. Pourtant, le principal dirigeant de Gs a été à la tête de la commission thématique sur la souveraineté de 2006 à 2011 et a été le porteur de ballon de la position de la direction nationale sur cette question au moment de son adoption programmatique. Veut-on effacer des traces compromettantes en affirmant que « [l]'ensemble de ces revendications démocratiques [détaillées dans le paragraphe précédent], de ces batailles peuvent déboucher sur la mise en place d'une assemblée constituante... ». Cette affirmation entre deux eaux contredit à la fois la stratégie électoraliste de Québec solidaire, qui fait découler la Constituante de l'élection d'un gouvernement Solidaire, et celle d'une Constituante parachevant un mouvement de libération à la fois démocratique et sociale.

Il semble que Gs n'ait pas tiré le bon bilan des racines sociales des révolutions arabes, particulièrement le chômage de la jeunesse, et de leur actuel enlèvement dû principalement à la non satisfaction de ses revendications sociales. Dans la mesure où elles ont réussi un renversement de la dictature, elles ont donné lieu à des Constituantes peu démocratiques mais surtout sans portée socio-économique. Gs réduit la révolution arabe à un mouvement pour le seul renversement des dictatures, révolution qu'il oppose à la lutte à la fois démocratique et économique des Indigné-e-s, qui ne posent pas ou marginalisent la question de la Constituante, laquelle lutte serait l'exemple à suivre :

« Mais la force de la mobilisation est telle que le dictateur tunisien Ben Ali est chassé du pouvoir. Quelques semaines plus tard, c'est Moubarak, le dictateur égyptien qui doit quitter le pouvoir. Dans différents pays du Proche-Orient, les peuples se mobilisent contre les dictatures en place. La lutte des peuples d'Afrique du Nord et du Proche-Orient est enclenchée. Elle est loin d'être terminée. [...] Si dans les pays d'Afrique du Nord, les cibles étaient d'abord les régimes dictatoriaux, dans les pays occidentaux, les cibles sont les banquiers et les gouvernements. Cette compréhension donne au mouvement des Indignés un pouvoir de convergences dans le refus de payer la crise provoquée par les très riches... [...] Pour que la résistance défensive puisse se muter en victoire, il sera nécessaire que les revendications économiques fusionnent avec la lutte pour la démocratie... »

Gs parle bien de fusion des luttes économiques et démocratiques mais la Constituante n'en semble pas le lieu sauf pour celles pour la démocratie. (Pourquoi, dans un document d'orientation générale, cet exposé détaillé des revendications démocratiques sans un pendant socio-économique similaire ?) Où est le lieu de la condensation politique de la lutte économique qui, si elle se développe jusqu'au bout, ne peut qu'aboutir à l'abolition du pouvoir des banques et des transnationales ? On peut certes se questionner sur la pertinence d'une Constituante, qui peut autant être une diversion institutionnelle et même enliser les luttes anticapitalistes non abouties que leur donner un nouvel élan si elle esquisse la société post-capitaliste qui est la perspective des luttes du moment.

Mais dans la mesure où on en fait un élément stratégique de convergence des alliances, elle se doit d'être le creuset de toutes les luttes sur tous les fronts, pas seulement une patente constitutionnelle (et linguistique étant donné la grande sensibilité du peuple québécois au charcutage de la loi 101 par la Cour suprême sur la base de la Charte de 1982 imposée au Québec) enrobée d'une ronflante Charte de droits individuels et sociaux. Avant même de se réunir, la Constituante doit être celle d'un Québec indépendant de la Cour suprême et des banques car tel sera la commande de la démocratie de la rue à la démocratie institutionnelle... sans compter que la rue pourrait construire et consolider sa propre démocratie. N'est-ce pas le sens profond de ces « assemblées populaires autonomes » qui sont apparues dans le sillage du « printemps érable » et qui arrivent à se perpétuer malgré la morosité actuelle ?

La méthode ACIDE

On remarque que les collectifs dits anticapitalistes de Québec solidaire, pour éviter un travail de « front uni », se déterminent en fonction de deux pôles pas nécessairement contradictoires, soit œuvrer au sein des directions centrales et régionales comme conseillers politiques et organisateurs, soit faire de la propagande — ce à quoi les incite leur seul droit reconnu d'avoir des tables de littérature lors des congrès et conseils nationaux — peu ou prou critique de la direction nationale. Il n'y a rien à redire sur ces tâches en autant qu'elles résultent d'un rapport de forces provenant d'un travail de « front uni ». Autrement, elles permettent plutôt d'éviter comme la peste un rude travail de terrain oppositionnel, particulièrement dans les instances, en fonction d'une analyse des enjeux de l'heure tels qu'ils se reflètent dans le parti, particulièrement des questions qui fâchent. Par exemple celle de pousser la direction nationale, par l'intermédiaire du collectif intersyndical ou autrement, à promouvoir la « grève sociale » durant le « printemps érable ».

Proposer de « *regrouper la gauche écosocialiste* », c'est se déplacer d'un pôle à l'autre sans poser la question du « front uni » dans la perspective de l'indépendance contre la Cour suprême et contre les banques. C'est passer d'un collectif de conseillers politiques et d'organiseurs à celui d'un collectif de propagande. Québec solidaire est dorénavant passablement expérimenté et développé. Sa petite permanence aux lourdes tendances bureaucratiques est devenue remarquablement efficace pour les tâches d'organisation électorale et de positionnement politique, à l'exclusion de tout interface avec le mouvement social, pour lequel le parti n'est pas structuré, sauf par des liens opaques entre les sommets. Le parti n'a plus besoin de l'expérience des militants et militantes de la « vieille gauche ». Ils sont en fait devenus « gênants » maintenant que les grands médias scrutent à la loupe ce parti qui fait sa petite place dans les institutions. Gs l'a compris qui s'est retiré sans tambour ni trompettes des derniers postes qu'il avait dans la nébuleuse autour de la direction nationale quitte à pourvoir l'un ou l'autre poste de « candidats-poteaux ». Reste à se transformer en noyau d'un collectif de propagande écosocialiste.

On est loin du temps de l'UFP où Gs occupait plus du quart des postes de sa direction nationale, consentant sans protester à son évolution sociale-libérale, centralisatrice et électoraliste. Pourtant, dès 2002, l'élection présidentielle brésilienne avait vu le PT, réputé antilibéral si ce n'est anticapitaliste, se transformer à la vitesse de l'éclair en parti social-libéral. La direction du PT brésilien, drapée dans le vedettariat à la Lula, avait ignoré les résolutions de son assemblée générale préélectorale qui réaffirmait le caractère anticapitaliste, même édulcoré, de son programme. Lula a tout renié en faisant alliance avec le principal parti de la bourgeoisie ce qui inéluctablement l'a menée à capituler face à l'impérialisme en garantissant le respect des conditions du FMI dont le remboursement de la très importante dette extérieure du Brésil. La volonté de se faire élire à tout prix a imposé le verticalisme dans le parti. Puis, en réaction aux trois députés et de la sénatrice du PT restés fidèles au programme démocratiquement voté, ce qui les a mené à voter contre les lois néolibérales du nouveau gouvernement PT, la direction du parti les a expulsés les obligeant, avec bien d'autres déçus du PT, à reconstruire un petit parti anticapitaliste et démocratique, le PSOL. L'erreur de la gauche anticapitaliste du PT fut de laisser faire pendant des années, au nom de l'unité, et de croire que le congrès, le moment venu, pourrait rétablir la situation. Fallait-il que Gs répète cette erreur ?

C'est dans ce contexte que la toute nouvelle vedette médiatique de l'UFP, Amir Khadir, tendit la main publiquement au PQ au moment des élections de 2003. Malgré le fait que les délégué-e-s, au congrès de fondation de juin 2002 aient dû signer la déclaration « *Je déclare être en rupture avec les partis néolibéraux (ADQ, PLQ, PQ)...* » — on est loin ici du PQ social-libéral de Gs — le candidat dans Mercier « *aurait néanmoins souhaité un rapprochement entre les deux partis. Mais la rencontre tenue à cet effet entre des dirigeants du PQ et de l'UFP, samedi dernier, a échoué. Amir Khadir en impute la faute à la haute direction du PQ, Bernard Landry en tête: "M. Landry était fermé à toute idée de ne pas présenter de candidature dans un comté", dit-il. [...] "[L]a meilleure chose à faire, c'est de créer un parti de gauche pour tirer le Parti québécois à gauche."* » (Josée Boileau et Kathleen Lévesque, [Tassez-vous](#), Le Devoir, 1/03/03). Dès le départ, le vers était déjà dans la pomme. Hier comme aujourd'hui, l'échec de la concrétisation de l'alliance électorale avec le PQ n'est dû qu'à la fin de non recevoir du PQ qui exige une capitulation sans condition.

Ma réaction à cette conjugaison de facteurs fut on ne peut plus claire. Il fallait fonder un courant que je nommai ACIDE, non sans autodérision — Anti-Capitaliste, Indépendantiste Internationaliste, Démocratie, Écologie et Égalité femme-homme — dont le nom provocateur signifiait la méthode critique, celle du marxisme, sur la base de laquelle on construit une alternative. N'est-ce pas cette méthode qu'emploie au Venezuela Marea socialista à l'intérieur tant du mouvement syndical que du grand parti pro-Chavez ? Cette prise de position, et toute l'analyse qui la justifiait, à contre-courant de la direction de Gs, et bien sûr de l'UFP, me valut une interdiction de publication publique, dans et hors Gs, en plus de me signaler qu'on ne tiendrait plus compte de mes contributions à l'interne. Bonjour liberté d'expression. Presque dix ans plus tard, le dérapage sociale-libérale de l'UFP puis de Québec solidaire n'a fait que se consolider et le rapport de forces pour le contrer se détériorer. Il est minuit moins une pour recourir à la méthode ACIDE.

Québec solidaire n'est pas encore le NPD. Il reste très sensible aux revendications et aux luttes sociales, qu'il n'a jamais reniées et parfois défendues avec conviction. Demeure la contradiction, qu'on ne retrouve pas au NPD, entre une base militante majoritairement antilibérale et une direction sociale-libérale. Cette direction bloque la résolution de la contradiction en s'appuyant sur un électoraliste vedettariat que soutiennent des milliers de membres à carte et surtout un nombreux électorat matraqués par les monopoles médiatiques. Il faut avouer que jusqu'ici, les revendications mises de l'avant dans les luttes sociales sont restées modérées quoique certaines soient antilibérales (gratuité scolaire, 10 000 logis sociaux l'an) en ce sens qu'elles sont des offensives redistributives.

Et surtout, la direction de Québec solidaire n'a pas connu le cauchemar, pour elle, d'avoir à prendre position face à une contestation publique des directions syndicales par la base quoique cela vint à deux doigts de se produire durant l'été 2010 suite à l'offre pourrie mais astucieuse du gouvernement au secteur public, offre acceptée d'emblée par les directions syndicales. Gs, suivant le courant de l'ensemble de la gauche que seul le journal des lockoutés du Journal de Montréal avait contré, avait bien pris soin de n'en rien publier pour ne pas ébranler sa tactique de « front populaire » avec la direction. À quoi sert alors de dénoncer « *[d]ans le mouvement syndical, une bureaucratie [...qui] a développé des intérêts qui s'opposent au mouvement sur laquelle elle repose* » ? On attend encore cette Intersyndicale qui confronte ouvertement et publiquement la politique de collaboration de classe, dite au Québec de « concertation », des directions syndicales qui vont jusqu'à s'intégrer dans le capital financier avec des fonds milliardaires de capital de risque grâcément soutenus par le concours fiscal de l'État. Depuis des dizaines d'années, on ne compte plus ces perpétuels recommencements d'Intersyndicales semi clandestines « front populaire » qui n'aboutissent jamais.

Gs ne rompt pas avec l'étapisme

Toute cette dérive électoraliste et sociale-libérale a servi d'excuse pour justifier l'émergence d'un petit parti de masse. Cependant, Québec solidaire, malgré une hausse du taux de participation électorale de près de vingt points de pourcentage lors de l'élection de 2012, s'est fait damer le pion par un nouveau parti de droite, la CAQ, qui a récolté plus de quatre fois son nombre de voix et dont le modèle, atténué à la québécoise, est le Parti républicain étasunien et le Parti conservateur fédéral y compris l'ethnisme nationaliste déjà présent au sein du PQ. Pendant que la CAQ chauffait les deux partis traditionnels, Libéraux et PQ, par quelques points de pourcentage, Québec solidaire ne doit l'élection de ses deux députés qu'à une très grande concentration du vote dans cinq circonscriptions électorales contiguës, sur 125, aux caractéristiques davantage de petite bourgeoisie déclassée ou « branchée » que prolétariennes, particulièrement deux d'entre elles où ces caractéristiques sont les plus fortes, concentration de vote qui s'accroît, en termes relatifs, d'élection en élection.

Affirmer, comme le fait Gs, que « *[s]i l'avancée, n'est pas toujours à la hauteur des espérances des militantEs pressés, il n'est reste pas moins que cette progression nourrit les espoirs d'une avancée continue et accélérée...* », c'est faire fief de toute analyse, qui n'est même pas tentée, pour tomber dans le plus plat déterminisme impressionniste pour l'amour d'une progression de deux misérables points de pourcentage en quatre ans sur fond de la « grande dépression » et de déploiement d'une politique d'austérité Libérale et Conservatrice. La réalité est que Québec solidaire ne s'est pas démarquée par une politique alternative autre que par une atténuation sociale-libérale dans le cadre de la province fédérale de Québec, atténuation en grande partie partagée avec le PQ.

De ces cinq grands slogans électoraux, quatre se retrouvaient dans le programme électoral du PQ. En ces temps de grande précarité, de grande instabilité et de grande corruption — la renommée urbaniste libre-penseuse Jane Jacobs affirmait que « *[l]'une des façons dont le Canada anglais [... a] tenté de mettre la question [du Québec] de côté [...] a été de soudoyer le Québec* » (cité par Robin Philpot, [Une racine cachée de la corruption](#), Le Devoir, 9/11/12) — il n'est même pas évident que l'électoralisme soit électoralement payant tellement commence à sourdre du tréfonds des âmes la colère d'un peuple humilié sur fond d'appauvrissement des 99%.

Sur et certain, toutefois, l'alternative de l'indépendance contre la Cour suprême et contre les banques pour ouvrir la voie, politiquement et financièrement, au plein emploi écologique serait la « lumière sur la colline » capable d'inspirer et de réunir les luttes populaires. Dire que « *[l]es partis politiques de gauche [...] irriguent en retour les luttes sociales de tentatives de synthèses programmatiques en posant la nécessité de la redéfinition du pouvoir et de sa diffusion dans la société civile* » tronque l'essentielle raison d'être d'un parti anticapitaliste tout en l'habillant d'une formule creuse. Un tel parti propose avant tout un horizon stratégique pour la lutte contre l'exploitation et l'oppression de telle sorte de libérer l'énergie militante au-delà du possible gain immédiat, de susciter une prise de risque au-delà d'une analyse coût-bénéfice à courte vue.

Qui n'a pas réalisé que dorénavant les gains partiels les plus limités exigent des mobilisations de type quasiment prérévolutionnaire. Cette contradiction « ça passe ou ça casse » dénote une bourgeoisie rendue au bout du rouleau néolibéral qui joue au risque tout, prête s'il le faut au racisme et à la xénophobie dont au Canada le « Quebec bashing » est le fer de lance (et au Québec, son corollaire, la promotion anti-autochtone et anti-immigrant du « de souche »). Cette bourgeoisie aux abois paraît forte au point d'en mettre plein la figure au prolétariat que parce que la conscience anticapitaliste, pourrie par l'anticommunisme et le consumérisme des « trente glorieuses », a subi un immense recul.

La stratégie qui en découle n'est certainement pas l'étapisme très « socialisme du XX^{ie} siècle » :

« Québec solidaire oppose à la perspective d'un front des partis souverainistes, le développement d'un bloc des organisations des organisations (sic) syndicales, féministes, populaires et jeunes de résistance à toute politique d'austérité et favorise la mise en place d'un gouvernement défendant les intérêts des travailleuses et des travailleurs et des couches populaires pour combattre pour un programme démocratique d'indépendance nationale et de rupture d'avec le capitalisme. »

D'abord, l'alliance stratégique pour l'indépendance anticapitaliste est à construire autour d'un noyau partidaire, singulier ou pluriel, qui arrachera au PQ son hégémonie idéologique et politique sur les « *organisations syndicales, féministes, populaires et jeunes...* ». Ajoutons-y le soutien pro-actif du prolétariat canadien, indispensable pour réaliser l'indépendance, non seulement par solidarité mais surtout par intérêt, parce que la lutte pour l'indépendance du Québec est le meilleur moyen d'affaiblir l'ennemi commun, Wellington Street et Bay Street. Idem pour les peuples autochtones, acadien et terre-neuvien, auquel il faudrait bien qu'Hydro-Québec cesse de voler son électricité du Bas Churchill pour une fraction de sous le kilowatt-heure, et les nationalités franco-canadiennes et non blanches.

Le but spécifique de cette alliance n'est pas la « *résistance à toute politique d'austérité* », bien qu'elle y contribue en lui donnant une perspective et en aidant à l'unifier, mais la conquête du pouvoir, ce qui est autre chose que celle de la majorité parlementaire comme l'expérience Allende au Chili de 1970 à 1973 l'a tragiquement démontré. Cette conquête signifie le démantèlement sans plus tarder du pouvoir politique conjugué du capital et de ses forces répressives et son remplacement par celui que le soulèvement populaire a organisé au cours de ses combats. Cette conquête passe par un grand mouvement gréviste de nature politique dit au Québec de « *grève sociale* », concept qui va se préciser et s'enrichir au fur et à mesure du développement des luttes réelles. (La « *violence* » possible et sans doute probable dépend de l'adversaire, ce à quoi il faut répondre en temps voulu, de préférence par des mobilisations de masse, sans être pris au dépourvu comme les Patriotes sous la direction de Papineau l'ont été en 1837.)

Il ne s'agit pas de « *favorise[r] la mise en place d'un gouvernement...* » mais de le constituer, de l'être. La tâche de ce gouvernement n'est pas de « *combattre pour un programme démocratique d'indépendance nationale et de rupture d'avec le capitalisme* » car ces tâches auront été politiquement accomplies ou seront en voie de l'être, par la conquête du pouvoir. Dans un esprit de « *révolution permanente* », les tâches de ce gouvernement réellement démocratique seront de construire la société nouvelle, sans doute « *écosocialiste* », même si elle traînera un bout de temps les stigmates de l'ancienne société. Le marché, le salariat, la bureaucratie et des appareils répressifs resteront un temps des maux inévitables tout en tentant de se reproduire ad vitam aeternam, ce qui engendrera d'autres luttes.

Il y aura donc un État qui s'éteindra, mais pas tout seul, au fur et à mesure de la généralisation de la démocratie, particulièrement à l'économie, démocratie qui elle-même s'éteindra au fur et à mesure de la généralisation du consensus rendu possible par la disparition graduelle des antagonismes de classe, de genre et de nationalité. Précisons que le consensus communiste, car c'est de ça dont il s'agit, n'a rien à voir avec le consensus de Québec solidaire, où les antagonismes sociaux ne peuvent faire autrement que se répercuter. Ce consensus verticaliste vise à supprimer le débat au sein du parti sur les questions clefs de la signification de l'indépendance de gauche et sur son corollaire, le type de parti à construire.

En versant dans l'étapisme, Gs tombe dans le piège de la division du travail entre les tâches économiques des « *organisations syndicales, féministes, populaires et jeunes...* » qui luttent contre l'austérité lors de la première étape et celles proprement politiques « *pour un programme démocratique d'indépendance nationale et de rupture d'avec le capitalisme* » dans la deuxième étape. Il est d'ailleurs étonnant d'affirmer que la « *rupture d'avec le capitalisme* » ne comporte qu'« *un programme démocratique* ». En ce qui concerne les tâches politiques de la première étape, les organisations non partidaires ne pourraient que « *favorise[r] la mise en place d'un gouvernement défendant les intérêts des travailleuses et des travailleurs et des couches populaires* », c'est-à-dire essentiellement de se contenter de voter pour Québec solidaire.

Tout cet etapisme réserve le travail proprement politique à une élite de gauche œuvrant dans les institutions pour laquelle la « *masse* » n'aurait qu'à voter tout en se défendant du mieux qu'elle peut contre l'austérité jusqu'à l'arrivée de la grande victoire électorale. Quant à la deuxième étape, elle est sans cesse remise aux Calendes grecques parce que la stratégie etapiste ne permet

jamais de créer le rapport de forces pour achever la première étape étant donné le cul-de-sac de l'électoratisme qui mène au social-libéralisme.

Gs se voit contraint de commencer à critiquer la notion de parti-processus, la théorie étapiste en termes de tactique construction de parti, qu'il a défendu bec et ongles pendant des années. Sauf que même si « *la notion de parti processus peut également déboucher sur un gradualisme politique qui écarte toute idée de crise politique, comme centrale dans des tournants de la lutte des classes* » Gs reste quand même convaincu que le parti-processus dénotait « *la volonté de protéger l'unité du parti, un acquis qui porte encore de nombreux fruits en terme d'audience et de crédibilité [...qu'il a permis d']impliquer les membres dans ce travail [de construction du programme] afin d'opérer une homogénéisation du parti sur toute une série de questions.* »

Gs confond processus comme tactique de construction du parti et processus comme mouvement inévitable de va-et-vient entre le parti et les luttes sociales et politiques et leur inévitable reflet à l'interne. Le programme et la vie interne d'un parti immergé dans les luttes sont forcément évolutifs. Autre chose est la tactique de construction qui suppose un regroupement sur des bases politiques bien circonscrites dès le départ lesquelles prennent habituellement la forme d'un programme de base au sein duquel il y a quelques essentiels point d'ancrage... et non celle d'une idéologie « Déclaration de principes ».

Pour nous convaincre, Gs oppose la tactique de parti-processus à « *[l]’expérience des années 70 [...] qui au nom de la recherche de la clarté idéologique a favorisé l'éclatement rapide des regroupements militants et l'éparpillement de la gauche radicale dans plusieurs petits groupes.* » Le hic est que justement le sectarisme groupusculaire des années 70, dont il ne faudrait pas faire un mur à mur, s'est basé sur la soi-disant « *clarté idéologique* » et non pas sur la clarté politique. Démarquer les anticapitalistes sur la base de l'écosocialisme, concept qui à l'heure actuelle n'a jamais été largement débattu et clarifié au sein de la gauche politique québécoise, ressort de la « *clarté idéologique* », de l'acte de foi.

Le faire sur la base de l'indépendance anticapitaliste, orientation qui a été maintes fois intensément débattue tant au sein de la gauche politique qu'au sein de la société québécoise, mais jamais résolu, c'est opérer sur la base de la clarté politique, c'est donner un corps organisationnel à cette orientation. Affirmer que Québec solidaire « *a également réussi à définir un profil d'un parti clairement souverainiste...* » c'est prendre des vessies pour des lanternes. Ce n'est pas pour rien que la plate-forme électorale du parti relègue la question de la souveraineté — le mot indépendance n'y est jamais utilisé malgré la décision du congrès programmatique — à la toute fin. Québec solidaire, tout comme le PQ et Option nationale, ratatine la souveraineté à une question constitutionnelle et linguistique.

Que faire ?

Gs propose une discussion à cercle fermé où elle se réserve le droit de départager, au point de départ, qui est anticapitaliste et qui ne l'est pas :

« Ce texte qui est appelé à être corrigé et complété par un certain nombre de personnes partageant cette analyse et cette orientation sera par la suite discuté et adopté dans une assemblée de fondation d'un regroupement agissant au sein de Québec solidaire. [...] Des premiers échanges, nous permettraient sans doute d'écrire, dans une deuxième phase, une plate-forme synthétique qui résumait les points d'accord qui seraient la base de l'adhésion et les tâches que l'on se donne. »

De toute évidence, Gs n'a tiré aucune leçon des fortes exigences démocratiques des printemps arabe et érable en passant par les mouvements des Indigné-e-s et Occupons/ Occupy, elles-mêmes issues de la tradition altermondialiste. Au moins, dans sa démarche programmatique, la direction de Québec solidaire invite groupes d'affinités et individus à écrire des analyses et suggestions qu'elles publient sur son site web. Elle invite de même les non-membres à des « cercles citoyens » pour recueillir leurs opinions. Tout ce branlement de combat a beau être purement consultatif, donc en grande partie manipulateur, il existe quand même. Gs ne se hausse même pas à ce niveau.

Est-ce si difficile de concevoir une démarche réellement démocratique qui amènera les participant-e-s, non trié-e-s par une autorité suprême, à se départager, une fois la discussion épuisée, par des votes cruciaux qui pourront être douloureux ? Une fois précisé le tronc politique commun, on peut raisonnablement postuler un pluralisme organisationnel. Par exemple les participant-e-s appartenant à des courants internationaux voudront garder leurs liens, un précieux gage d'internationalisme pour une gauche québécoise terriblement isolée.

Comme le but est de construire un collectif anticapitaliste pour transformer Québec solidaire en un parti guidant stratégiquement les luttes sociales, on se dit que la clarification des idées menant à un départage éventuel devrait commencer par un bilan serré du dernier épisode grandiose de la lutte de classe au Québec, le « printemps érable », en particulier du rôle qu'y ont joué Québec solidaire et ses collectifs, et un bilan de la jeune histoire de Québec solidaire. Comme ces deux bilans ne peuvent s'articuler que sur une compréhension commune, espérons-le, de la crise multidimensionnelle du capitalisme mondial et des grands soulèvements qui en découlent, une mise en commun de nos analyses sur le sujet servirait à mettre la table.

Comment d'ailleurs procéder autrement de la part de collectifs, et probablement de la majorité des individus concernés, se réclamant du marxisme dit aussi matérialisme historique. Marx n'a jamais défini une société socialiste idéale — il a au contraire critiqué les socialistes utopistes pour une telle démarche — mais il a plutôt dégagé les grandes lignes de la société future (et contribuer à construire une stratégie et une organisation pour y parvenir) à partir d'abord de la critique du capitalisme puis de celle de la lutte des classes de son temps.

Il faut quand même que quelqu'un quelque part démarre le moteur. Ce pourrait être Gauche socialiste ou Alternative socialiste ou un autre collectif ou un collectif ad hoc. Je suis pour ma part disponible à agir au sein d'un tel collectif d'initiative et de coordination. Mais il ne peut être question d'imposer d'emblée un texte de référence auquel les participant-e-s auraient l'obligation de se situer, en particulier de la part de Gs disqualifiée par l'échec de sa tactique de construction « front populaire ».

Autre chose est de susciter largement de préalables contributions écrites préparant les rencontres in vivo, ce qui est absolument nécessaire et ce qui suppose un ou des formes de réseaux sociaux web 1.0 et/ou web 2.0. Faut-il précipiter les choses ou distancer les rencontres ? Je crois qu'il faut se presser lentement c'est-à-dire avoir une série de rencontres assez rapprochées sans toutefois hâter une conclusion non aboutie. Les bilans à faire ont leur complexité et les débats qui en découleront, qui pourraient être difficiles, auront besoin de décantation. On se dit que d'ici l'été prochain la période des bilans pourrait être terminée pour laisser place à partir de l'automne 2013

à la période de construction d'une organisation avec son orientation, ses conditions d'adhésion et ses règles de conduite.

Est-ce trop peu trop tard ? La gauche anticapitaliste partidaire, par sa politique de « front populaire », non seulement a-t-elle fragilisé sa position au sein de Québec solidaire mais elle s'est faite damer le pion par la gauche anticapitaliste libertaire au sein de la nouvelle mouvance sociale issue de l'altermondialisme et redynamisée par Occupons-Montréal et surtout par le « printemps érable ». Elle est finalement assise entre deux chaises. Un corsé tournant « front uni » à l'intérieur d'un Québec solidaire passablement institutionnalisé n'est pas sans risque, pour dire le moins. Telle est la conséquence de dix ans d'abandon de la lutte politique au profit de la grande alliance avec les forces sociales-libérales à travers l'interface de la petite bureaucratie de gauche d'origine syndicale ou populaire. Mais y a-t-il d'autre choix en autant que l'on décide d'œuvrer au sein de Québec solidaire ?

Il est loin d'être évident que la majorité des militant-e-s anticapitalistes et antilibéraux du Québec soient actifs au sein de Québec solidaire. À part les libertaires purs et durs, résolument anti-parti, « ...il y a aussi une gauche politique qui s'investit dans des expériences de démocratie participative et dans des luttes de tous genres et qui ne se reconnaît pas dans le projet de Québec solidaire, sans pour autant le dénigrer » (Diane Lamoureux, À Bâbord, avril-mai 2006). Ce constat vaut encore six ans plus tard. Combien de militant-e-s antilibérales déçues n'ont-elles pas voté avec leurs pieds, tout en restant membres du parti ou en votant pour lui, pour être remplacées par des adeptes du traditionnel travail électoral, la plupart convaincus, militants et désintéressés, mais aussi par des carriéristes et des ambitieux ? Combien de militant-e-s, hors parti formellement ou réellement, n'en militent pas moins dans le mouvement social tout en ne demandant pas mieux que d'adhérer à un parti (ou à un collectif de parti) qui leur propose une stratégie ardue mais crédible non pas pour « dépasser le capitalisme » mais pour le renverser car c'est le seul moyen de le dépasser ?

Faudrait-il les laisser à la porte d'un regroupement anticapitaliste ? Faudrait-il que les anticapitalistes au sein de Québec solidaire délaissent ou secondarisent le travail dans le nouveau (et souvent l'ancien) mouvement social parce que le parti ne s'y intéresse pas tout tourné qu'il est vers le travail électoral ? Ces questions méritent d'être posées. La réponse n'est pas facile car il est difficile de concevoir de vivre un écartèlement entre ceux et celles privilégiant la lutte interne dans Québec solidaire et ceux et celles qui croient que tout est foutu mais que l'option partidaire reste incontournable. N'ont-elles pas besoins les unes des autres, les premières pour éviter le piège mouvementiste, basiste et même sectaire, les secondes pour sortir de leur léthargie opportuniste ? Peut-être est-ce possible si les uns et les autres s'entendent sur une stratégie d'indépendance anticapitaliste quitte à vivre une cohabitation pas toujours facile ?

Marc Bonhomme, 17 novembre 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

ANNEXE 1

Néolibéralisme, social-libéralisme, antilibéralisme et *tutti quanti*

Il y a plus de trente ans, ce qu'on allait appeler le capitalisme néolibéral, forme contemporaine du capitalisme, succédait au capitalisme keynésien dominant depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Le capitalisme keynésien découlait de la peur bleue des bourgeoisies sur la possibilité très réellement existante de révolutions dans les pays impérialistes suite à des libérations / révolutions réussies en Chine, au Vietnam, en Yougoslavie, en Albanie, partiellement en Corée, d'intenses luttes révolutionnaires en Asie du sud-est et de la libération/occupation de l'Europe de l'Est par l'armée soviétique. Pour faire court, ce capitalisme dit des « trente glorieuses » (1945-1975) résulta, non sans dures luttes économiques, en partage des gains de productivité, très importants après 1945 étant donné la reconstruction, le ré-outillage et l'application de la technologie militaire à l'industrie civile, dans le cadre d'une démocratie parlementaire stabilisée et du développement des organisations prolétariennes. On appela cette forme du mode de production capitaliste un État-providence basé sur un régime de production dit fordiste (production à la chaîne et relatif bon salaire familial).

Ce régime, d'application inégal en termes sectoriels et géographiques, fut miné de l'intérieur dès le départ par les bourgeoisies qui avaient préservé l'essentiel, leur pouvoir politique. L'accumulation du capital privilégia le sud des EU et de l'Europe, et le Japon, zones alors moins pénétrées par le nouveau régime. Plus tard, ils s'étendirent, par vagues successives, aux « nouveaux pays industrialisés » de ce qui était le tiers monde. Ils passèrent de l'industrie, à dominance homme, aux services, à dominance femme, ce qui permit de passer du salaire familial de l'homme aux salaires de toute la famille pour pouvoir boucler le budget du ménage. Le réservoir bon marché des innovations génératrices d'emplois massifs se tarit. La course aux bas salaires et aux services ne favorisa pas son renouvellement malgré la bulle télé-informatique des années 1990 et les promesses (ou cauchemars) du génie génétique. Le modèle consumériste qui en découla finit par produire une crise écologique avant de se perpétuer dans une crise de la dette (voir mon chapitre deux « [La nostalgie de l'État-providence](#) » dans « Où va notre argent ? », Écosociété, 2006).

Comme « *l'essentiel est invisible pour les yeux* », le pire effet du capitalisme keynésien, se conjuguant à la corruption consumériste et à la plaie bureaucratique, a été et reste un virulent et populaire anti-communisme, contrepartie du goulag stalinien puis de la grise et répressive stagnation brejnévienne. Cet anti-communisme, et son corollaire de « guerre froide », ont justifié une « économie de guerre permanente » et surtout ont désarmé idéologiquement le prolétariat devenu largement imperméable à toute perspective de révolution anticapitaliste. Le développement de partis anticapitalistes de masse en est encore paralysé, encore plus celui de partis révolutionnaires. Non seulement le « front populaire » stalinien aura-t-il coupé court à de possibles révolutions en France, en Italie et surtout en Grèce au sortir de la Deuxième guerre, et plus tard en Indonésie, mais il aura servi d'arme de destruction massive de ce qui était devenu une quasi propension « naturelle » au socialisme d'une grande partie des prolétariats mondiaux. C'est de ce terreau favorable et sur les cendres de la « stagflation » d'un État-providence agonisant, à commencer par celui qui se mettait sur pied dans les pays dit du tiers monde, que surgit brutalement le capitalisme néolibéral, en 1979, qui le terrassa d'une brutale hausse des taux d'intérêt. Miné de l'intérieur, le système des partis de gauche, sociaux-démocrates ou communistes, et des syndicats et organisations populaires capitula sans résistance sérieuse.

En résultèrent la néolibéralisation des partis traditionnels de la bourgeoisie et la social-libéralisation de ceux traditionnels de la gauche. Qu'est-ce à dire ? Essentiellement en revenir tendanciellement au libre-échange d'avant la révolution bolchevique mais dans le contexte biaisé où « les marchés » étaient largement dominés par une poignée de transnationales et quelques superpuissances étatiques, particulièrement l'une d'entre elles. Ce libre-échange de type nouveau s'applique pleinement à la circulation des capitaux, partiellement à celle des marchandises et services, en fonction des rapports de force, et pas du tout à la circulation des personnes, réprimée plus que jamais par les accords Schengen de ce monde, et à celle des idées, étouffée par les droits de « propriété intellectuelle ». C'est ce libre-échange, inégal et combiné, sous la houlette du capital

financier, et ses corollaires de libéralisation, de dérégulation, de déréglementation et de privatisation, qui brisèrent les « socialisme/social-démocratie dans un seul pays ». Il en révéla, après l'effondrement de l'URSS qui pava la voie à l'intégration de la Chine dans le marché mondial, les égoïsmes nationaux détruits par les normes à rabais de l'agressif nouveau capitalisme chinois et consorts en matière de travail, de protection sociale et d'environnement.

Les partis de droite avalèrent tout, pratique et discours quitte à faire de la morale compassionnelle et conservatrice pour donner le change. Les partis de la gauche traditionnelle s'accrochèrent du mieux qu'ils purent au vieux discours social-démocrate tout en se ralliant, parfois avec plus de zèle que la droite, à la pratique néolibérale, parfois en la freinant, selon que la conjoncture commande de prouver sa bonne foi au capital ou ne pas perdre leur crédibilité populaire. Pour se distinguer, ils s'opposent aux législations découlant du conservatisme moral, parfois les rectifient, et dénoncent, tout en les corrigeant à la marge, les pires outrances néolibérales à la limite nuisibles à l'accumulation du capital. Reste que néolibéralisme et social-libéralisme ne sont que les deux côtés de la même pièce de monnaie et sont souvent interchangeable. L'interventionnisme étatique n'est nullement un critère de distinction entre eux, surtout depuis la « grande récession ». Il est devenu de rigueur à grande échelle pour renforcer la compétitivité nationale, surtout pour sauver le vital système financier et la structurante industrie de l'automobile, et assurer la paix sociale à coups de bâton ou de carotte. L'État néolibéral n'est pas un « État minimum » mais un État qui se met corps et âme au service de l'entreprise, bonifiant beau temps mauvais temps l'éducation supérieure pour l'élite administrative et scientifique, et la chouchoutée recherche-développement.

Quand le discours sur les bienfaits de la compétitivité commença à tanguer après l'épuisement de la « nouvelle économie » de la fin des années 90, les attaques du World Centre à New-York en 2001 donnèrent à l'État l'alibi de la lutte contre le terrorisme pour substituer la poigne militaire et policière à une cohérence idéologique défaillante qu'accentua la « grande récession » à partir de 2008. Afin de se substituer à une demande solvable à bout de souffle, l'État devient l'acheteur ultime, avec la super corruption à l'avenant, particulièrement en termes d'infrastructures devenues défaillantes ou insuffisantes et de « sécurité nationale », ce qui nécessite d'en finir avec les restes de l'État-providence pour ne pas remettre en question la compétitivité fiscale.

De ce durcissement des politiques néolibérales sur fond de perte de légitimité de son discours jaillirent des partis de type nouveau tant à droite de la droite qu'à gauche de la gauche. Les premiers, néolibéraux radicaux, veulent aller au bout de la logique néolibérale en brisant les résistances par un ultra-nationalisme confinant au racisme et à la xénophobie. Les seconds, antilibéraux, veulent un retour à un capitalisme néo-keynésien, redistributif mais plus écologique où le « capitalisme vert » deviendrait le nouveau fer de lance de la croissance jamais remise en question, ce qui ne les empêche pas de rêver, le dimanche, à « dépasser le capitalisme » sans l'affronter dans la rue. Les partis traditionnels, au prorata de la force électorale de ces nouveaux partis, intègrent à la marge ces nouveaux discours et ajustent en conséquence leurs politiques.

Cette évolutive matrice néolibérale se décline en particularités continentales et nationales. Le maximum de tension et de résistance se retrouve en Europe méditerranéenne, là où le retard compétitif est le plus accentué. Le cas extrême grec a vu les partis de type nouveau se renforcer électoralement très rapidement tout en radicalisant leurs discours, dans un sens diamétralement opposé évidemment, et surtout en remettant en question le sacro-saint cadre institutionnel pour flirter avec la politique de la rue, chacun à sa manière il va de soi. Asymétriquement, les champions de la compétitivité, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) pour faire trop court, ne sont pas sans tension ni résistance car justement leur « bonne tenue » relative vient de la super exploitation de leur prolétariat et du super pillage de leur environnement quoique on ne puisse pas parler d'instabilité politique ni, en Chine et même en Russie, d'espace politique digne de ce nom.

Y a-t-il une particularité québécoise ? L'absence au point de départ d'un parti traditionnel de gauche. La niche en est occupée par un parti interclassiste de type national-populiste, national parce qu'il met au premier plan la question nationale, populiste par sa tactique de séduction populaire pour masquer un « projet de société » devenu tout à fait néolibéral depuis belle lurette. Aujourd'hui, le PQ emprunte à la fois au capitalisme vert de Québec solidaire et à l'ethnicisme de la

CAQ/ADQ alors que les Libéraux restent pratico pratique tout en devenant plus interventionnisme avec leur sauvetage des infrastructures puis leur Plan Nord.

ANNEXE 2

Françoise David n'avait rompu ni avec le néolibéralisme ni avec le fédéralisme

D'écrire Françoise David dans sa brochure *Bien commun recherché* (Écosociété, 2004), la politique dévastatrice du *déficit zéro* des années 90 ne fut pas mauvaise en soi mais fut appliquée trop rapidement et sans planification (page 17). Elle pense que le problème est seulement avec le « *capitalisme sauvage* » et non pas avec la « *liberté d'entreprendre* » (page 62). Sur cette base, elle lance un appel à la concertation (63). Son modèle c'est l'économie solidaire c'est-à-dire la cohabitation des trois secteurs, entreprise privée, secteur public et économie sociale (63-65), formule reprise dans le programme de Québec solidaire.

Françoise David restait silencieuse à propos des accords de libre-échange, sauf à dire que le PQ a appuyé l'ALÉNA « *sans discernement* » (17), et des pactes militaires dont le rejet était l'épine dorsale de la plate-forme de l'UFP. Rien de surprenant qu'aucune mention n'ait été faite de l'importance cruciale de la mobilisation contre la ZLÉA lors du Sommet des Amériques, événement encore chaud au moment de la rédaction de sa brochure et crucial pour expliquer l'émergence de la gauche politique québécoise. Ce béant point aveugle n'est pas innocent. Ce silence assourdissant signifiait le renoncement à la mobilisation sociale contre le néolibéralisme.

Dans un tel cadre, toute demande, non chiffré évidemment, de réforme fiscale (80-81), de mesures anti-pauvreté (85) ou de virage dans la santé (91-93) sonnent creux, et encore plus l'exigence utopique que les entreprises se comportent socialement (62-63). Evidemment, rien n'est dit sur le contrôle de ce nerf de la guerre qu'est le flux des épargnes et des investissements qui n'exige rien de moins que la nationalisation sans compensation des institutions financières. Idem pour les ressources naturelles allègrement pillées par les transnationales aux dépens des régions et des peuples autochtones. Françoise David restait d'ailleurs étrangement discrète sur les transnationales en général et sur les banques en particulier.

On croyait rêver quand la porte-parole d'Option citoyenne prônait une « *commission itinérante* » à propos de la pertinence de la revendication de l'indépendance du Québec (58) sans prendre position sur le sujet. Cette non prise de position, à laquelle elle a dû apparemment renoncer dans le processus de fusion d'Option citoyenne avec l'UFP, s'est muée dans le non prise de position, sur le sujet de l'indépendance, de l'Assemblée constituante conçue comme un abstrait exercice citoyen découplé de tout soulèvement populaire de libération nationale et sociale.

Comme stratégie électorale Option citoyenne voulait avant tout battre les Libéraux... ce qui ne pouvait signifier, en toute logique, que faire une entente électorale avec le PQ qui leur réserverait quelques circonscriptions. La main tendue vers le PQ était on ne peut plus claire : selon la Presse canadienne « *Mme David parle aussi de "dialogue et de passerelle possible" avec le Parti Québécois. "Nous sommes de gens de dialogue et de stratégie"...* » (Le Devoir, [Le parti de Françoise David verra le jour avant 2005](#), 14/09/04). Cette position était un corollaire de celle de D'abord solidaire, la matrice d'Option cotoyenne, lors des élections de 2003, soit le front anti-ADQ.

ANNEXE 3

Amir Khadir : pour le syndicalisme, contre le libre-échange, pour l'indépendance ?

Le porte-parole et député solitaire de Québec solidaire avait accepté une entrevue de Richard Martineau, alors chroniqueur scab du Journal de Montréal, à la populaire émission « Les Francs-tireurs » de Télé-Québec ([émission du 10 mars 2010](#)). Le contenu fut à l'avenant. Advenant des « *temps difficiles*, de dire le député, *on ne se gênera pas pour demander aux syndicats et au secteur social de faire des sacrifices* » en prenant soin d'atténuer par l'assurance qu'il demandera la même chose aux nantis et aux forts. Faut-il se surprendre que, selon le député, quand Québec solidaire se rapprochera du pouvoir, « *nos propositions vont se préciser* », ce qui signifiera « *l'abandon de certaines attentes* ». À bon entendeur, salut !

« *On n'est pas dans le mur à mur étatique* » d'avouer Amir Khadir. Est-ce parce qu'en termes de taxation les « *classes moyennes et les PME supportent tout* » ? On favorisera donc des entreprises « *gouvernement-citoyens* » c'est-à-dire l'économie sociale, l'économie pour les pauvres par les pauvres à des conditions de pauvres, pour compenser à la sauvette des services publics et des programmes sociaux disparus ou charcutés. À Martineau qui insistait pour connaître la réaction d'Amir Khadir au danger de fuite des capitaux en cas d'imposition trop lourde des entreprises, celui-ci, mis au pied du mur, loin de dénoncer l'ALÉNA et l'OMC, a confusément concédé que cette pression allait opérer une « *bonne sélection* », une « *sélection naturelle* », qu'on se débarrasserait de parasites qui de toute façon seraient partis. Au diable les travailleurs et travailleuses de ces entreprises.

Quand on se résout à accepter le libre-échange, on renonce aussi à l'anti-impérialisme que l'on masque par une bonne dose d'anti-américanisme, cet anti-impérialisme des populistes. Amir Khadir s'est déclaré « *anti-américain primaire, secondaire et tertiaire* ». De l'anti-américanisme à la connivence pro-ONU avec l'impérialisme il n'y a qu'un pas que le député de Québec solidaire a franchi en mai 2009 en votant une motion pour les « *soldats du 22e régiment de Valcartier en Afghanistan [pour] reconnaissance pour le travail effectué auprès de la population afghane* » ([« La propagande fauche des vies », par Amir Khadir](#), site Internet de Québec solidaire). Il faut avoir l'anti-impérialisme confus pour tomber dans un tel piège à ours sachant que le travail civil de *nos troupes*, un aspect très secondaire, a toujours servi de légitimation à l'occupation et à la guerre.

L'indépendance ? Le porte-parole-député, en pleine campagne électorale de 2012, a déclaré que la position du parti c'est « *l'indépendance si nécessaire mais pas nécessairement* » ([You tube](#), entrevue à Radio centre-ville, 14/08/12), ce qui en dit long sur le respect de la Déclaration de principes, seul document d'orientation politique voté à la fondation du parti en 2006. Avec de telles positions sociales libérales et de facto fédéralistes, faut-il se surprendre que le député de Mercier ait proposé, contre la volonté du parti, une alliance avec le PQ : « *Le député de Québec solidaire (QS), Amir Khadir, a proposé hier au PQ de faire un pacte avec son parti pour "défaire la droite". Pour qu'un parti souverainiste batte le Parti libéral et la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault, les deux forces doivent s'unir, croit-il.* » ([Marois tente de rassurer ses députés inquiets](#), Le Devoir, 28/10/11).